

Mitteilungen

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Heimatschutz = Patrimoine**

Band (Jahr): **10 (1915)**

Heft 8: **Das Dach II**

PDF erstellt am: **25.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

<http://www.e-periodica.ch>

des Wetters, wie der heissen Sommersonne preisgegeben. Abhülfe fand sich bald. Man legte einfach über jede Fensterreihe ein Vordach vor die Hausfront, das diese schützte. Wo dieses gleich beim Neubau mitplaniert war, liess man die Gwätköpfe in ganz gleicher Weise zur Aufnahme desselben vorkragen, wie für den Vorsprung des Hauptdaches (Abb. 12 u. 13). In andern Fällen, sowie an Riegel- und Massivbauten, wurden eigene «Klebeböcke» an die Hauswand geschraubt und die Pfetten für das Vordach daraufgelegt, so dass dieses zum «Klebdach» wurde.

An den Traufseiten, an denen sich meist eine Laube hinzog, kam der Leistbruch zur Anwendung.

(Schluss folgt im nächsten Heft.)

MITTEILUNGEN

Le futur quai des Eaux-Vives, à Genève. On a beaucoup parlé, ces derniers temps, de la rade de Genève à l'occasion du projet d'élargissement de l'un de ses principaux quais.

La question est importante, puisqu'elle touche directement à l'avenir d'une région qui est l'orgueil de la population genevoise.

Toutes les personnes qui sont arrivées à Genève par le lac, ont été saisies par la beauté majestueuse de ses rives. Peu de villes, en effet, ont à leur proximité immédiate des quais offrant une vue aussi belle.

Or, il s'agit justement de modifier considérablement le quai des Eaux-Vives qui longe le lac sur sa rive gauche.

Il n'est pas douteux que ce quai ne soit devenu trop étroit pour la circulation, et tout le monde reconnaît qu'il est indispensable de l'élargir.

C'est dans ce but, qu'en 1912, le Département des Travaux publics ouvrit un concours pour l'aménagement d'une vaste promenade à créer entre le quai actuel et une ligne droite idéale tracée dans le lac.

A cette époque-là, déjà, bien des voix s'élevèrent de tous les milieux de la population pour demander qu'on respectât la sinuosité des grandes lignes du rivage.

Le programme du concours ne disait pas d'une façon formelle que l'espace prévu pour la nouvelle promenade devait être occupé entièrement, mais les conditions étaient telles (bains publics et privés, pavillons de musique, emplacements avec tribunes de jeux de football, tennis, croquet, voile, aviron, hydro-aéroplanes, automoteurs, etc. etc.), que le dit espace était juste suffisant et que la ligne droite devenait obligatoire.

Le jury chargé d'examiner les divers projets arriva à la conclusion que, lors de l'exécution, on devrait rechercher une disposition harmonieuse entre les lignes de la nouvelle promenade et celles du rivage actuel.

Or, outre l'avis du jury et les réclamations du public, un fait nouveau modifiait considérablement la question: c'était l'achat du parc des Eaux-Vives au moyen d'une souscription publique. Le parc des Eaux-Vives est une superbe propriété parsemée d'arbres magnifiques, situé le long du quai à proximité immédiate du lac et offrant de fort beaux points de vue sur ce dernier.

La création d'une vaste promenade au bord du lac devenait donc beaucoup moins nécessaire, d'autant plus qu'il fallait éviter, par une trop grande emprise sur l'eau, d'enlever la vue dont on jouit sur celle-ci depuis le parc des Eaux-Vives.

Le Département des Travaux publics, au lieu de tenir compte de ces conditions nouvelles et des conseils du jury, s'est entêté dans son idée primitive d'une très vaste emprise sur le lac, et il s'est simplement contenté, devant le soulèvement de l'opinion publique, de supprimer les nombreuses constructions projetées qui devaient masquer la vue.

Le projet gouvernemental prévoit à côté de la route actuelle une nouvelle artère rectiligne de vingt mètres de largeur entre trottoirs, vrai paradis des automobilistes, séparée du lac par une pelouse en ligne droite aussi monotone que vaste.

Ce que les adversaires de ce projet lui reprochent, ce n'est pas seulement la largeur exagérée de l'emprise sur le lac (une centaine de mètres), mais surtout le fait qu'il ne tient aucun compte, ni du but qu'il doit atteindre, ni du cadre auquel il doit s'adapter.

La future promenade, telle que la conçoit le Département des Travaux publics, au lieu de mettre le lac en valeur, l'endiguera et enlèvera à la rive toute sa souplesse.

Le principe de la ligne mouvementée, mis en avant par le projet de M. Horace de Saussure, est infiniment préférable.

Ce projet, dont certains détails devront être remaniés, a l'énorme avantage de tenir compte des éléments naturels qui caracté-

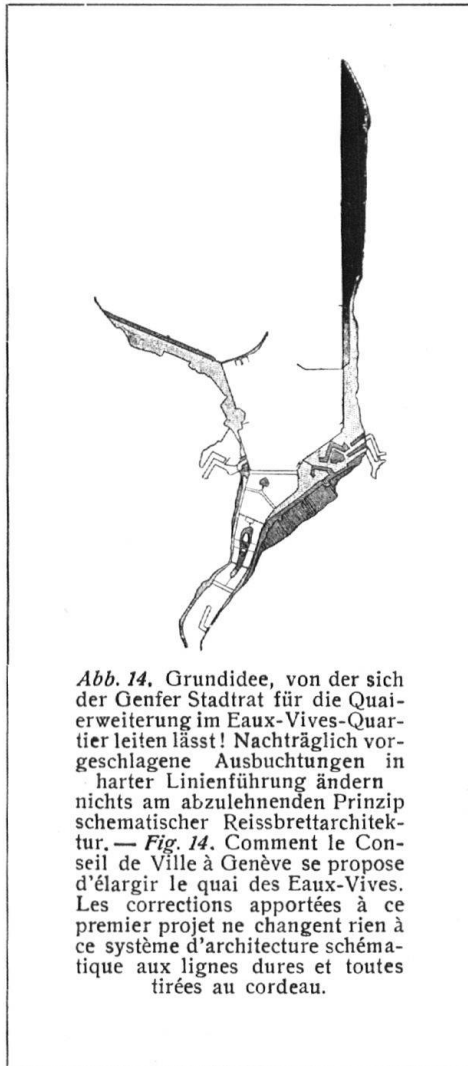


Abb. 14. Grundidee, von der sich der Genfer Stadtrat für die Quai-erweiterung im Eaux-Vives-Quartier leiten lässt! Nachträglich vorgeschlagene Ausbuchtungen in harter Linienführung ändern nichts am abzulehnenden Prinzip schematischer Reissbrettarchitektur. — *Fig. 14.* Comment le Conseil de Ville à Genève se propose d'élargir le quai des Eaux-Vives. Les corrections apportées à ce premier projet ne changent rien à ce système d'architecture schématique aux lignes dures et toutes tirées au cordeau.

risent le paysage; il est également très supérieur au point de vue de la navigation.

M. de Saussure prévoit à l'angle du quai des Eaux-Vives actuel une sorte d'esplanade pouvant servir de débarcadère et d'abri pour les bains futurs. Cette esplanade, outre le beau point de vue qu'elle offrirait, aurait le grand avantage d'accentuer la sinuosité du quai. Celui-ci se continuerait en retrait et pourrait être très suffisamment élargi en doublant la chaussée actuelle et en la bordant d'un promenoir garni de verdure.

Dans la suite, on pourrait compléter le projet par une jetée-promenade qui s'avancerait en pointe dans le lac et formerait un parc offrant une vue unique aussi bien du côté du port que du côté du haut lac.

Sur sa partie regardant le haut lac, cette jetée-promenade serait bordée d'une grève en forme d'anse.

Les principes mis en lumière par le projet de Saussure seront-ils compris par la popu-

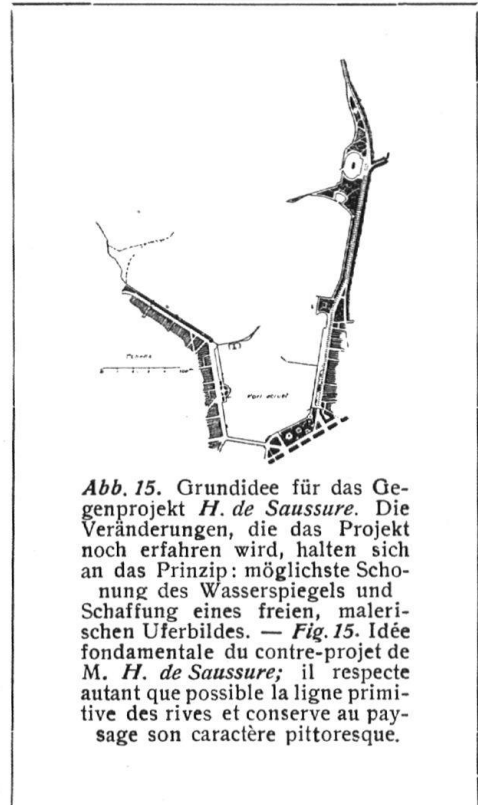


Abb. 15. Grundidee für das Gegenprojekt H. de Saussure. Die Veränderungen, die das Projekt noch erfahren wird, halten sich an das Prinzip: möglichste Schonung des Wasserspiegels und Schaffung eines freien, malerischen Uferbildes. — *Fig. 15.* Idée fondamentale du contre-projet de M. H. de Saussure; il respecte autant que possible la ligne primitive des rives et conserve au paysage son caractère pittoresque.

lation du canton de Genève? Il faut espérer que cela sera le cas, et le superbe résultat du referendum qui vient de grouper plus de sept mille protestataires est un heureux présage pour la votation populaire qui suivra.

Tous les gens de goût applaudiront à l'échec d'un projet tout juste digne d'un entrepreneur de terrassements pressé de déverser quelque part ses déblais.

Cela permettra de rouvrir un concours sur de nouvelles bases et de créer une œuvre qui soit en harmonie avec la magnifique contrée à laquelle elle est destinée. B.

Der Rosengartenfriedhof in Bern. Einen reicheren Stimmungsgehalt hat wohl kein Ort auf Erden, als ein alter Friedhof.

Ihm sind nicht nur Schönheitswerte eigen, es gehen auch die stärksten Anregungen auf unser Gefühlsleben von ihm aus. Die Natur herrscht dort nicht frei, aber ebensowenig herrscht, wie im Park, die Menschenhand. Nur leise, wie einen fernen, wehmütigen Klang, spürt man ihr vergängliches Walten durch die üppig wuchernde Pflanzenwildnis hindurch. Und auch die Gräber sprechen dieselbe Sprache: dass Menschenwerk zeitlich ist und überwunden werden muss, um zum höchsten Ausdruck zu gelangen, um zum Frieden einzugehen. Alte Friedhöfe sind deshalb Lieblingsstätten für Menschen mit tiefem Naturempfinden. Solche gibt es in unserer Zeit nicht weniger, als es stets gegeben hat, und eine weise Stadtverwaltung bereitet ihnen eine besondere Freude, wenn sie aufgelassene Friedhöfe im Stadttinnern nicht einfach aufteilt und überbaut, sondern dem öffentlichen Verkehr zugänglich macht. So ist aus den Friedhöfen beim Dammtorbahnhof in Hamburg eine der wundervollsten Anlagen, eine Insel friedvoller Abgeschiedenheit inmitten des brandenden Grossstadtverkehrs, geworden. Ein Stück stimmungsvoller Vergangenheit ist der von hohen Häusern umgebene alte Eliasfriedhof in Dresden. Aus der Schweiz ist der einzig schöne Kirchhof in Thun männiglich bekannt.

Als man vor einiger Zeit in Bern beschloss, aus dem alten sogenannten Rosengartenfriedhof auf dem Obstberg eine öffentliche Anlage zu machen, durfte man sich dieses Beschlusses herzlich freuen. In diesem alten Friedhof, in den sich trotz der Nähe der Stadt selten eines Menschen Fuss verirrte, webte eine Märchenstimmung, die den Eintretenden sofort gefangen nahm. Um die alten Eisenkreuze mit den verblichenen Namen herum wucherte das Immergrün, bemoosten Grabeinfriedigungen entwachsen mächtige dunkle Lebensbäume, gegen die die hellen Büsche der Heckenrosen standen; Bienen schwirrten durch die duftgeschwängerte Luft, sonst war's ganz still. Eine hohe Mauer trennte den alten Gottesacker von der Aussenwelt. Vor dieser Mauer, auf dem Hang gegen den Aargauerstalden, zog ein Fussweg vom Bärengraben herauf, und hier bot sich einer der schönsten Blicke auf das alte Bern. Nirgends übersah man so gut wie hier die einzigartige Stadtanlage in ihrem Aufbau. Im Innern des Friedhofs musste man sich auf die breite Mauer schwingen, um diese Aussicht zu geniessen. Der Boden bedurfte einer Aufhöhung, um den Blick über die Mauer hinweg auf die Aare und die Stadt freizugeben.

Diese Aufhöhung ist nun erfolgt und die Mauer zugleich niedriger gemacht worden. Auch die beiden sich kreuzförmig schneiden-

den Wege sowie einige Baumgruppen stehen noch. Doch alles Übrige ist entfernt worden, die ganze Herrlichkeit des alten Rosengartens ist unwiderbringlich dahin. Nur die zahlreichen alten Thujabäume sind noch da. Sie haben sich eine Versetzung gefallen lassen und werden künftig eine Rasenfläche mit Vasen einfassen. Da sie mit den Grabsteinen meist fest verwachsen waren, so hat man sie zusammen mit ihnen ausheben und versetzen oder die Steine sorgfältig aus den Wurzeln heraushacken müssen. Die Vorstellung dieser mühevollen Arbeit zeugt von der Unnatur des Beginnens.

Die neue Anlage ist zurzeit noch im Werden. Ihre rasche Vollendung ist in den gegenwärtigen Zeiten allgemeiner Finanznot ausprojektiert. Nach den vorliegenden Projekten ist sie sehr hübsch gedacht und macht dem gegenwärtigen bernischen Stadtgärtner alle Ehre. Sie soll nur halböffentlich sein und ähnlich der Anlage auf der Kleinen Schanze nachts geschlossen bleiben. Mit der eigentlichen gärtnerischen Anlage, die auch ein Rosenviereck enthält, soll eine Wirtschaft, ein Kinderspielplatz, vielleicht mit Plantschwiese, und ein Tennisplatz verbunden sein. Das Ganze wird Anklänge an die hübsche Anlage im Belvoirpark in Zürich aufweisen, und es liesse sich nicht das mindeste dagegen einwenden, wenn nicht eben die Erinnerung an das Vergangene wäre, das zerstört werden musste, um es entstehen zu lassen. Musste? Das wird bejaht, und zwar mit zwingend scheinenden Gründen. Denn in der Gegenwart haben nicht die Toten, sondern die Lebenden das Recht, und unter den Lebenden lieben viele eine Friedhofsstimmung nicht, sondern ziehen diejenige eines gemütlichen Wirtshausgartens vor.

Leider lässt sich zwischen Menschen, die zu solcher Frage eine verschiedene Stellung einnehmen, keine Einigung herbeiführen, denn es ist eine Angelegenheit des persönlichen Gefühls. Dem einen wird's brennend weh ums Herz, wenn er des alten Rosengartens gedenkt, dem andern nicht. An dieser Stelle braucht aber nicht gesagt zu werden, wie nötig es ist, dieses Wehgefühl in möglichst vielen Leuten zu wecken und dadurch der unnötigen Vernichtung von Schönheiten aus früheren Zeiten, an denen unser Land nicht reich ist, zu steuern.

Für die Umänderung des Rosengartenfriedhofs werden noch verwaltungstechnische Gründe angeführt. Die Auffassung des Friedhofs und seine Umwandlung in eine Anlage war bekannt gemacht und zugleich aufgefodert worden, über die dort befindlichen Grabstätten zu verfügen. Daraufhin wurden manche Steine entfernt, auch Särge exhu-

miert, um an anderer Stelle wieder beigesetzt zu werden. Grossen Umfang können diese Eingriffe nicht angenommen haben. Die hier wiedergegebenen Aufnahmen (Abb. 16 und 17) stammen aus dem Jahre 1913, und die Frist für die Entfernung von Gräbern lief am 1. Januar 1914 ab. Allerdings sind noch bis in den August des vorigen Jahres Gräber entfernt worden, aber auch so wird es sich kaum um eine beträchtliche Zahl gehandelt haben. Im übrigen hätte es die Stadt in der Hand gehabt, nach der genannten Frist weitere Eingriffe in die Anlage zu verhindern. Oder sie hätte den Weg von Hamburg beschreiten können, das die Unterhaltung von Gräbern, soweit sie noch von lebenden Angehörigen der dort ruhenden Toten stattfindet, weiter gestattet, die nicht mehr unterhaltenen Gräber dagegen wuchern lässt. Dass die Schonung auch nur eines Teils der alten Anlage eine Menge Kosten gespart hätte, sei nur nebenbei erwähnt.

Unter den Kreuzen und Steinen des alten Friedhofes befand sich wenig Wertvolles. Wenigstens lehnte das Historische Museum in Bern, dem man einige der aufbewahrten Kreuze antrug, ihre Annahme mit dieser Begründung ab. Ihr Wert und ihre Schönheit waren eben nur lebendig, solange es Teile des Ganzen waren, in Verbindung mit den Bäumen und Sträuchern, die jahraus, jahrein wuchsen, während das Eisen rostete, der Stein verwitterte. Aber diese Schönheit ist leider nicht museumsfähig. Und das hat ihr das Leben gekostet. *H. B.*

Neue öffentliche Bauten in St. Gallen. Zu diesem Thema, das im April- und Juliheft unserer Zeitschrift eingehend behandelt wurde, sendet uns Herr *O. Weber* eine weitere Erwiderung, die wir in ihrem sachlichen Teil ungekürzt abdrucken:

„Die Redaktion ist in ihrer Antwort geneigt, den Fehler der mangelnden architektonischen Übereinstimmung zwischen Post und Bahnhof dem „später bauenden Teil“ der Post aufzubürden. Aus den Angaben, die ich der Redaktion machte, geht hervor, dass die Pläne der Post am 5. November 1910 von der Bundesversammlung, die Pläne des Bahnhofes durch das Eisenbahndepartement erst am 29. April 1911 genehmigt wurden. Also war, wenigstens was die Festlegung der Pläne anbelangt, nicht die Postverwaltung der „später bauende Teil“. — Die Botschaft zum Kreditbegehren für den Postneubau, welcher die definitiven Pläne zugrunde lagen, wurden am 23. September 1910 herausgegeben. Die Mitteilung im St. Galler Tagblatt, dass die Bahnhofverwaltung neue „Fassaden-skizzen“ ausarbeiten liess, erschien in der Nummer vom 28. September 1910. Will die

Redaktion wirklich behaupten, dass diese Mitteilung hätte genügen sollen, um einen Rückzug des Postprojektes und der Botschaft bei den eidg. Räten zu rechtfertigen?

Am 5. November 1909 stellte die Generaldirektion der S. B. B. der eidg. Baudirektion offiziell eine Bahnhoffassade zu. Eine Mitteilung, dass diese Fassade nicht mehr gültig sei, ging erst am 3. Februar 1911 den bauleitenden Architekten der Post seitens des Herrn von Senger zu. Von dem Rückzug des ersten Bahnhofprojektes seitens der S. B. B. beim Eisenbahndepartement am 4. November 1910, also am Tage vor der Genehmigung der Postbaupläne, war der eidg. Baudirektion damals nichts bekannt.“

Also: wer baut später, Bahnhof oder Post? Als die Post zur Bauausschreibung schritt, wurde am Bahnhof bereits gearbeitet. Das Datum Ende April bezieht sich nur auf die Abänderung der Fassadenpläne. Herr Weber legt das Hauptgewicht auf diese nachträgliche Abänderung — die Redaktion auf den wirklichen Baubeginn; eine grundsätzliche Bedeutung kommt der einen oder andern Version doch kaum zu. — Die Redaktion hält an ihrer Ansicht fest, dass die Zeitungsnotiz vom Ende September die eidgen. Baubehörden zum Aufsehen hätte mahnen sollen; dazu wäre noch besonders Anlass gewesen, da die Gemeindebehörden (beim Begehren nach nochmaliger Umarbeitung der Pläne) verlangten, „es sei betreffend der Fassadengestaltung möglichst auf das Konkurrenzprojekt zurückzugehen“. Dieser Passus musste doch deutlich zeigen, dass die Tendenz vorhanden war, vom Konkurrenzprojekt *abzugehen*. Man hätte also reichlich Grund gehabt, an zuständiger Stelle Erkundigungen einzuziehen, Kontakt zu suchen und das Kreditbegehren für den Postneubau eventuell zurückzulegen bis zur völligen Klärung der Sachlage. Dass die S. B. B. mehr Entgegenkommen hätten zeigen können, haben wir nicht bestritten. —

Es handelt sich hier um Fragen im Organisationsgetriebe der Bundesverwaltung, die weniger die künstlerischen als die politischen Kreise im ganzen Lande beschäftigen sollten. Wenn unsere Polemik über die öffentlichen Bauten zu St. Gallen ein Streiflicht auf das Nebeneinander und Gegeneinander zweier eidgen. Verwaltungsgruppen warf, so liegt vielleicht darin nicht der kleinste Wert dieser — in mehrfachem Sinne — *Heimatschutzdebatte*, deren Schluss wir nun erklären.

Die Redaktion.

Schutz heimatlicher Flora. Mit nur zu viel Recht wird jetzt wieder gegen das sinnlose Blumenpflücken, d. h. Wiesenplündern der Spaziergänger und Ausflügler geschrieben; wir brachten in der Zeitschriftenschau



Abb. 16. Aus dem ehemaligen Rosengartenfriedhof in Bern. Laub- und Nadelhölzer in zwangloser Anordnung.
Fig. 16. Dans l'ancien cimetière du Rosengarten à Berne. Les arbres feuillus sont mêlés pittoresquement aux conifères.



Abb. 17. Aus dem ehemaligen Rosengartenfriedhof in Bern. — *Abb. 16 und 17* aufgenommen von *H. Behrmann*, Sommer 1913. — *Fig. 17.* Dans l'ancien cimetière du Rosengarten, à Berne.

der letzten Hefte zwei Aufrufe zum Schutze der Natur und geben gerne auch der Einwendung Raum, die uns zu diesem Thema zugekommen ist:

Die mitten im Zürichsee gelegene *Halbinsel Au* ist landwärts von ausgedehnten Riedwiesen umgeben, die eine prächtige Flora aufweisen, besonders in frühern Jahren gaben die blaue und gelbe Schwertlilie diesem Fleck Erde einen leuchtenden Farbenschmuck. — Die vielen Naturreize der Halbinsel, ihre geschichtliche Bedeutung (über die Dr. E. Staubers Studie in Orell Füssli's Wanderbildern so anregend Aufschluss gibt) machen diesen Erdenfleck immer mehr zum gesuchten Ausflugsziel. Das bringt auch ein gewisses Publikum her, das die blühende Flora und alles was eine Blume werden sollte, rücksichtslos plündert. Mahnende Stimmen von Naturfreunden in den Tagesblättern hatten keine Wirkung, und so kam es, dass der Verkehrs- und Verschönerungs-Verein Wädenswil, der von jeher die Bestrebungen des Heimat- und Naturschutzes, so viel es ihm seine Mittel erlauben, zu den seinigen macht, die elf Grundeigentümer des ganzen seewärts der Bahnlinie um die Halbinsel Au gelegenen Riedareals veranlasste, beim Bezirkspräsidenten von Horgen einen Erlass zu erwirken, der das Betreten des Landes und insbesondere das Pflücken von Blumen verbietet. — Den Grundeigentümern ist damit ein Dienst erwiesen, da durch die Sucht des Publikums, bündelweise Blumen und Gräser abzureissen, die Riedwiesen kreuz und quer zerstampft wurden. — Möchten solche Verbote *erzieherisch* auf die Spaziergänger wirken und ihre — für unsere Zeit wirklich beschämende — Notwendigkeit schliesslich von selbst einbüssen.

Eine Gefährdung von St. Jakob an der Birs. Der Vorstand der Basler Sektion des Heimatschutzes richtete dieser Tage an den Regierungsrat eine Eingabe, welche eine Änderung der beabsichtigten Linienführung der Strassenbahn bei St. Jakob befürwortet. Der Vorstand teilt die Befürchtungen und billigt durchaus die Anregungen, die ein, von P. B. verfasster, Artikel in den Basler Nachrichten zur Sprache brachte. Wir geben diesen Artikel hier wieder:

Mit der neuen Tramlinie von Basel nach Liestal, zu deren Ausführung bereits alle Anstalten getroffen sind, steht für eine stimmungsvolle Baugruppe, das durch seine landschaftliche Lage und seine historische Bedeutung jedem Basler ans Herz gewachsene St. Jakob, ein Eingriff bevor, der uns den Wert eines der schönsten Punkte in der unmittelbaren Umgebung unserer Stadt schmälert, wenn nicht vielleicht völlig zerstört.

Der Plan, der unseres Wissens bereits alle Instanzen passiert hat und zur Ausführung bestimmt ist, führt eine doppelte Geleiseanlage — vier stahlharte Linien — mitten durch die in gebrochenen Fluchten „gewachsenen“ Gebäudekomplexe zwischen Kirchlein und Wirtshaus durch, schiebt rücksichtslos was im Weg liegt, links die Kirchhofmauer, rechts die Wirtshauseinfriedigung zurück, um ohne Bedenken auf der verbreiterten Brücke über den Teich die Landstrasse weiter zu verfolgen.

Durch das Zurückdrängen dieser bewussten Einfassungslinien und das Verbreitern der Brücke, die zu Wirtshaus und Kirche in einem so schönen Verhältnis steht, verliert der Platz seine Geschlossenheit; der Ort, der durch die schwache Verengung der Strasse mit ihren Einfassungen und den schiefen Fluchten von Siechenhaus, Kirche und Wirtshaus eine Platzwirkung hatte, geht durch dieses „Öffnen“ der Strasse verloren und damit auch die überraschende Steigerung vom geschlossenen Platz zur freien offenen Birsebene.

Wir sind überzeugt, dass diese Bedenken von der prüfenden Behörde auch erwogen worden sind; in der heutigen Zeit liegt glücklicherweise das Verständnis für solch empfindungsvolle Baulinien aus früherer Zeit im Vordergrund. Ein Öffnen aller Strassenfluchten und damit ein Verzicht auf eine schöne Platzwirkung, wie sie unsere wenig glückliche Marktplatzkorrektur aufweist, wäre heute nicht mehr zu denken, ein Verständnis der neuen Bestrebungen haben unsere Behörden mit den Anstrengungen für eine Platzgestaltung auf dem ehemaligen badischen Bahnhofareal bewiesen. Diese Zeilen haben nur den Wunsch, die Bedenken zu verstärken, mit der Hoffnung, die Bedeutung und Wichtigkeit der Sache dränge noch zu einer Abänderung.

Diese wäre wohl am leichtesten in einer Umführung des Platzes zu finden. Eine Ablenkung des Schienenstranges gleich links hinter dem Bahndamm, hinter Siechenhaus und Bauernhof durch und auf besonderer Brücke über den Teich. Die Christoph Merian'sche Stiftung, als Besitzerin des neu restaurierten und durch den Durchbruch schwer beeinträchtigten Wirtshauses (abgebildet im Heimatschutz, 1914, Seite 86), würde wohl gerne Hand reichen zu einer Landabtretung unter günstigen Bedingungen, so dass die Mehrkosten nicht allzu erheblich würden. Das Fernbleiben der lästigen Leitungen und Ständer von dem ehrwürdigen Platze, zudem noch bedeutende verkehrstechnische Vorteile gingen mit dieser guten Sache Hand in Hand.